

ACTE DU 30 JUIN 2009

STATUTS

De la Société dénommée

« IX PAUL BERT »

Enregistré à : SERVICE IMPOTS ENTREPRISES ANNECY LE
VIEUX

Le 01/07/2009 Bordereau n°2009/636 Case n°1

Ext 2388

Enregistrement : Exonéré

Pénalités :

Total liquidé : zéro euro

Montant reçu : zéro euro

L'Agent

L'Agent
Jeanine NEVEU

13132601

DM/CB/

STATUTS

De la Société dénommée « IX PAUL BERT »

**L'AN DEUX MILLE NEUF,
LE TRENTE JUIN,
A ANNECY (Haute-Savoie), 6, avenue des Barattes,**

**Maître Alexandre LONCHAMPT, Notaire Associé de la Société
Civile Professionnelle « Michel GOISSET, Didier MOERMAN, Denis
GILIBERT et Alexandre LONCHAMPT, Notaires associés »,**

A REÇU le présent acte contenant :

STATUTS DE SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE

A LA REQUÊTE DE :

La Société dénommée **SCOPE HOLDING SA**, société anonyme régie par les dispositions du Titre XXVI du code des obligations suisse, au capital de 100.000,00 CHF, dont le siège est à GENEVE (SUISSE) rue du Rhône 13, immatriculée au Registre du Commerce de Genève, sous le numéro fédéral CH-660-7877008-3.

M

G



Les statuts de ladite société ont été établit par Maître Pierre NATURAL, notaire à GENEVE (Suisse) le 03 juin 2009 (nouveau statut, substitué au statut régularisé par ledit notaire le 15 décembre 2008).

Elle-même représentée par Monsieur Surendar Singh ATIL, demeurant à NYON (Suisse), 1D, chemin du Crozet,

Seul administrateur de la société dénommée « SCOPE HOLDING SA »,

Nommé à cette fonction aux termes d'un acte reçu par Maître Pierre NATURAL, notaire à GENEVE, en date du 15 décembre 2008 dont une copie est demeurée ci-jointe et annexée après mention,

Ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu de l'article 3 des statuts sus-visés.

LAQUELLE a établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société par actions simplifiée devant exister.

Article 1 - Forme

Il est formé par l'associée unique, soussignée, propriétaire des actions ci-après créées une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales et réglementaires applicables ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés, et ne peut faire publiquement appel à l'épargne sous sa forme actuelle de SAS.

Article 2 - Objet

La société a pour objet, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'Etranger :

- L'acquisition, la création, la gestion, l'apport, la location par bail ou autrement, la prise à bail de tous biens, immeubles bâtis ou non bâtis, droits immobiliers, ainsi que leur administration et leur exploitation.

- La conclusion de tous emprunts permettant la réalisation de l'objet social et le fonctionnement de la société.

- La constitution et l'octroi de toutes sûretés ou garanties, gages, nantissements, cautionnements ou hypothèques permettant la réalisation de l'objet social.

- la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;

m

07

SA

Article 3 - Dénomination sociale

La société a pour dénomination sociale : « IX PAUL BERT »

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots " Société par actions simplifiée " ou des initiales " SAS " et de l'énonciation du capital social.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé à : ANNECY LE VIEUX (7940), c/o – A.A.C.I – 6 avenue du Pré Félin.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département sur simple décision du Président, sous réserve de ratification par l'associé unique ou par la prochaine assemblée, et en tout autre lieu suivant décision de l'associé unique ou décision collective extraordinaire des associés.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 50 ans, à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf cas de dissolution anticipée ou prorogation.

La décision de prorogation de la durée de la société est prise par décision collective des associés ou par décision de l'associé unique.

Article 6 - Apports

Au titre de la constitution de la société, l'associé unique, soussigné, apporte à la société la somme en numéraire suivante :

- SA SCOPE HOLDING SA,
la somme de MILLE CINQ CENTS EUROS,
ci.....1.500,00 Euros

Montant des apports en numéraire.....1.500,00 Euros

Ladite somme correspondant à la souscription et à la libération de l'intégralité du capital social de 100 actions ordinaires de 15 Euros, ainsi que l'atteste le certificat de dépôt établi par le notaire soussigné, sus-nommé. Cette somme a été déposée en la comptabilité de la Société Civile Professionnelle « Michel GOISSET, Didier MOERMAN, Denis GILIBERT et Alexandre LONCHAMPT », le 30 juin 2009, pour le compte de la Société en formation.



Article 7 - Capital Social

Le capital social est fixé à la somme de MILLE CINQ CENTS EUROS (1.500,00 EUR), divisé en 100 Actions de 15 Euros chacune entièrement libérées et de même catégorie.

Article 8 - Modifications du capital

Le capital peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi par décision unilatérale de l'associé unique ou par décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital. En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

M A SG

Article 9 - Forme des actions

Les actions sont nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registre tenus à cet effet par la société.

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Article 10 - Modalités de la transmission des actions

Les actions sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dénommé "registre des mouvements".

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard dans les 15 jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Les dispositions des articles 11 à 17 ne sont pas applicables tant que la société ne comporte qu'un associé.

Article 11 - Cession des actions - Droit de préemption

1 - Toutes cessions des actions de la société sont soumises au respect du droit de préemption conférée aux associés dans les conditions définies ci-après.

2 - L'associé cédant notifie au président de la société et à chacun des associés, par lettre recommandée avec accusé de réception, son projet de cession en indiquant :

- le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert s'il s'agit d'une cession à titre onéreux ou l'estimation faite du prix de ces actions en cas de donation ou partage de communauté ;

- l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique, et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

La date de réception de cette notification fait courir un délai de deux mois, à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés

m *Q* *SA*

sur les actions dont la cession est projetée, l'associé cédant pourra réaliser librement la cession projetée, sous réserve de la procédure d'agrément prévue à l'article 12 des statuts.

3 - Chaque associé bénéficie d'un droit de préemption exercé par notification au président dans le délai d'un mois au plus tard de la réception de la notification du projet de cession visée au 2 ci-dessus. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception indiquant le nombre d'actions que l'associé souhaite acquérir.

4 - A l'expiration du délai d'un mois visé au 3 ci-dessus et avant celle du délai de deux mois visé au 2 ci-dessus, le président notifie à l'associé cédant par lettre recommandée avec accusé de réception, les résultats de la procédure de préemption.

Lorsque les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, lesdites actions sont réparties par le président entre les associés qui ont notifié leur demande de préemption au prorata de leur participation au capital de la société et dans la limite de leurs demandes.

Lorsque les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'associé cédant est libre de réaliser l'opération au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification et aux conditions ainsi notifiées, et sous réserve de la procédure d'agrément prévue à l'article 12 des statuts.

5 - En cas d'exercice du droit de préemption, la cession doit intervenir dans le délai de 30 jours contre paiement du prix mentionné dans la notification de l'associé cédant.

Article 12 - Agrément

1 - Les actions de la société ne peuvent être cédées à titre onéreux ou gratuit, à des tiers étrangers à la société, y compris, les conjoints, descendants ou ascendants, qu'après agrément préalable donné par décision collective adoptée dans les conditions définies à l'article 20 des présents statuts.

2 - La demande d'agrément doit être notifiée au président par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique, et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

Le président notifie cette demande d'agrément aux associés.

3 - La décision des associés sur l'agrément doit intervenir dans un délai de un mois à compter de la notification de la demande visée au 2 ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.



Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

4 - Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'associé cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans les 30 jours de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément est caduc.

En cas de refus d'agrément, la société doit dans un délai de deux mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'associé cédant soit par des associés, soit par des tiers.

Lorsque la société procède au rachat des actions de l'associé cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat, de les céder ou de les annuler, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

Article 13 - Nullité des cessions d'actions

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des articles 11 et 12 ci-dessus sont nulles.

Article 14 - Modification dans le contrôle d'une société associée

1 - En cas de modification au sens de l'article L 233-3 du code de commerce, du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer le président de la société par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours à compter du changement du contrôle. Cette notification doit indiquer la date du changement du contrôle et l'identité du ou des nouvelles personnes exerçant ce contrôle.

Si cette notification n'est pas effectuée, la société associée pourra faire l'objet d'une mesure d'exclusion dans les conditions prévues à l'article 15 des présents statuts.

2 - Dans les 30 jours de la réception de la notification visée au 1 ci-dessus, la société peut mettre en oeuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de cet associé. Si cette procédure n'est pas engagée dans le délai susvisé, la société est réputée avoir agréé le changement de contrôle.

09 SA M

3 - Les dispositions du présent article s'appliquent également à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une fusion, d'une scission ou d'une dissolution.

Article 15 – Décès d'un associé

En cas de décès d'un associé, et compte tenu de l'intuitu personae qui caractérise la Société et le regroupement de ses associés en fonction de leurs compétences propres, les actions de l'associé décédé devront donc être acquises par les autres associés, sous réserve du respect de la procédure d'agrément stipulée aux présents statuts au prorata de leur participation dans le capital social ou par la Société qui devra ensuite les annuler en réduisant son capital social, dans un délai maximum de 3 mois, à compter du décès.

Article 16 - Exclusion

Les associés peuvent décider par décision collective prise aux conditions fixées à l'article 20 ci-après, d'exclure tout associé dès lors que surviendrait l'un des événements suivants :

- changement de contrôle d'une société associée (la notion de contrôle étant définie au sens des dispositions de l'article L 233-3 du code de commerce) ;
- violation des statuts ;
- faits ou actes de nature à porter atteinte aux intérêts ou à l'image de marque de la société ;
- exercice d'une activité concurrente de celle de la société ;
- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social.

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités préalables suivantes :

- information de l'associé concerné par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours avant la date à laquelle doit se prononcer l'assemblée générale, cette lettre doit contenir les motifs de l'exclusion envisagée et être accompagnée de toutes pièces justificatives utiles ;
- information identique de tous les autres associés ;
- lors de l'assemblée générale, l'associé dont l'exclusion est demandée peut être assisté de son conseil et requérir, à ses frais, la présence d'un huissier de justice.

L'associé exclu doit céder la totalité de ses actions dans un délai de 30 jours à compter de l'exclusion aux autres associés au prorata de leur participation au capital.

Le prix des actions est fixé d'accord commun entre les parties ; à défaut, ce prix sera fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

On *Sen* *n*

La cession doit faire l'objet d'une mention sur le registre des mouvements de titres de la société.

Le prix des actions de l'associé exclu doit être payé à celui-ci dans les 30 jours de la décision de fixation du prix.

Article 17 - Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Le droit de vote appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-proprétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

Article 18 – Direction

La société est gérée et administrée par un président, personne physique ou morale.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La durée des fonctions de président est fixée par décision collective des associés qui le nomme.

Le premier président sera nommé par décision collective des associés réunie en assemblée à l'issue de la signature des statuts de la société.

En cas de décès, démission ou empêchement du président d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à trois mois, il est pourvu à son remplacement

par décision collective des associés. Le président remplaçant est désigné pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Le président représente la société à l'égard des tiers.

Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Le président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

La rémunération du président est fixée par une décision collective des associés. elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

Le président est révocable à tout moment par décision collective des associés.

Dans les rapports avec les associés, le Président ne pourra prendre les décisions suivantes qu'après autorisation préalable de la collectivité desdits associés :

- Acquisition ou cession d'un fonds de commerce ou d'éléments du fonds de commerce ;
- Prise ou mise en location-gérance d'un fonds de commerce ;
- Souscription d'emprunt et autorisation de découvert pour une seule et même opération ;
- Acquisition et cession de participations ;
- Octroi de garanties sur l'actif social ;
- Abandon de créances.

Article 19 - Commissaire aux comptes

La désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant demeurant facultative et c'est à la collectivité des associés, statuant dans les conditions requises pour les décisions extraordinaires, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

L'associé unique ou la collectivité des associés désigne, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixées par la loi, un ou plusieurs commissaires titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants.

The image shows three handwritten signatures or initials in black ink. The first is a simple, stylized 'A' or 'Q' shape. The second is a more complex, cursive signature. The third is a small, handwritten 'M'.

Article 20 - Conventions entre la société et les dirigeants

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion.

Le Président ou l'intéressé doit, dans le mois de la conclusion d'une convention, en aviser le Commissaire aux comptes par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les Commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice ; l'associé intéressé est privé du droit de vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.


Article 21 - Décisions de l'associé unique

Compétence de l'associé unique

L'associé unique est compétent pour :

- approuver les comptes annuels et affecter le résultat ;
- nommer et révoquer le président ;
- nommer les commissaires aux comptes ;
- décider la transformation de la société, une opération de fusion, de scission, d'augmentation, de réduction ou d'amortissement du capital ;
- modifier les statuts ;
- dissoudre la société.

L'associé unique ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

9  13

Forme des décisions

Les décisions unilatérales de l'associé unique sont répertoriées dans un registre côté et paraphé.

L'associé unique non président, indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, peut à toute époque, prendre connaissance au siège social des documents prévus par la loi et relatifs aux trois derniers exercices sociaux.

Lorsque la société comporte plusieurs associés, l'étendue et les modalités de leurs droits d'information et de communication sont déterminées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 22 - Décisions collectives des associés

Les pouvoirs qui sont dévolus à l'associé unique dans le cadre de la société unipersonnelle sont exercés par la collectivité des associés.

Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- transformation de la société ;
- modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation du président ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la société et ses dirigeants ou associés ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- agrément des cessions d'actions ;
- exclusion d'un associé et suspension de ses droits de vote.

Règles de majorité

Les décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité des trois quarts des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chacun action donne droit à une voix au moins.

M A SA

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales c'est à dire l'inaliénabilité des actions, la clause d'agrément, la nullité des cessions d'actions et la cession des actions.

- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés, et notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission (art. L. 225-130, al.2 du Code de Commerce).

Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du président.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés. Elles peuvent également être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Pendant la période de liquidation de la société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée, à zéro heure, heure de Paris.

Assemblées

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

Toutefois, tout associé disposant de plus de 5 % du capital peut demander la convocation d'une assemblée.

La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite 15 jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par un associé désigné par l'assemblée.

L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion qui est signé par le président de séance et le secrétaire.

L'assemblée ne délibère valablement que si plus de la moitié des associés sont présents ou représentés.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique, ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle se rattache.

Le Président de séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues au paragraphe ci-après.

Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'Assemblée et par les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du Président de séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

M

G

Se

Information préalable des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou du commissaire aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés dans 15 jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la société, consulter au siège social, et, le cas échéant, prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du président et des rapports des commissaires aux comptes.

S'agissant de la décision collectives statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

Droit de communication des associés

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

Article 23 - Exercice social

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2009.

Article 22 - Affectation des résultats

Le compte de résultat récapitule les produits et charges de l'exercice. Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- 5 % au moins pour constituer la réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale aura atteint le dixième du

capital social, mais reprendra son cours, si pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte.

- Toutes sommes à porter en réserves en application de la loi.

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'assemblée générale pour, sur proposition du président, être, en totalité ou en partie, réparti aux actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée générale a la disposition pourront être distribuées en totalité ou en partie après prélèvement du dividende sur le bénéfice distribuable.

Article 23 - Comité d'entreprise

Les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du président.

Article 24 - Dissolution - Liquidation

La liquidation de la société est effectuée conformément aux dispositions légales.

Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 25 - Contestations

Toutes contestations qui pourront s'élever pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la société, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou plus généralement les affaires sociales, sont soumises à arbitrage.

A défaut d'accord entre les parties sur le choix d'un arbitre unique, chacune des parties désignera un arbitre, dans les 15 jours de la constatation du désaccord sur ce choix, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par la partie la plus diligente à l'autre.

Les deux arbitres seront chargés de désigner un troisième arbitre dans le délai de 15 jours suivant la nomination du dernier arbitre nommé.

Dans le cas où l'une des parties refuserait de désigner un arbitre ou à défaut d'accord sur le choix du troisième, l'arbitre " utile " sera désigné par le

Handwritten signatures:
K, a, Sa

président du Tribunal de Commerce du siège social, saisi par la partie la plus diligente.

Les arbitres doivent statuer dans un délai de trois mois à compter de la désignation du tribunal arbitral. Ils statueront en amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties renonçant à la voie de l'appel à l'encontre de la sentence à intervenir.

Les frais d'arbitrage seront partagés entre les parties.

Article 26 - Engagements pour le compte de la société en formation

Monsieur Surendar Singh ATIL, agissant pour le compte de la Société dénommée SCOPE HOLDING SA, seul administrateur, a établi un état des actes à accomplir pour le compte de la société en formation, avec l'indication pour chacun de ces actes de l'engagement qui en résulterait pour la société. Cet état est annexé aux présents statuts.

L'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, emportera reprise automatique de ces engagements, ceux-ci ayant été souscrits dans le seul intérêt de la société.

En conséquence, l'associé unique donne mandat au premier Président de la société, pour agir au nom et pour le compte de la société en formation jusqu'à son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés. Il passera les actes et prendra les engagements pour le compte de la Société, à savoir :

- Acquérir le bien immobilier sis à PARIS (11^{ème} arrondissement), 9, rue Paul Bert au prix, charges et conditions que le mandataire jugera convenable.

- Et emprunter auprès de tous organismes bancaires et aux charges et conditions que le mandataire jugera convenable, avec toutes garanties.

- Engagement des dépenses liées à la constitution de la société, et à son fonctionnement.

- Ouverture d'un compte bancaire permettant d'enregistrer les mouvements financiers liés au fonctionnement de la société.

- Signature d'un contrat de domiciliation commerciale avec la société A.A.C.I, domiciliée à ANNECY LE VIEUX (74940) – 6 avenue du Pré Félin.

Le mandataire est expressément habilité à passer et à souscrire pour le compte de la société en formation, les actes et engagements entrant dans l'objet statutaire et conformes à l'intérêt statutaire.

M
an Sen

Article 27 - Publicité

Tous pouvoirs sont donnés au président à l'effet d'accomplir les formalités de publicité, de dépôt et autres nécessaires pour parvenir à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Article 28 - Frais

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la société, portés en frais généraux dès la première année et, en tout cas, avant toute distribution de bénéfices.

DONT ACTE sur dix huit pages.

Comprenant

- renvoi approuvé : *niant*
- barre tirée dans des blancs : *niant*
- blanc bâtonné : *niant*
- ligne entière rayée : *niant*
- chiffre rayé nul : *niant*
- mot nul : *niant*

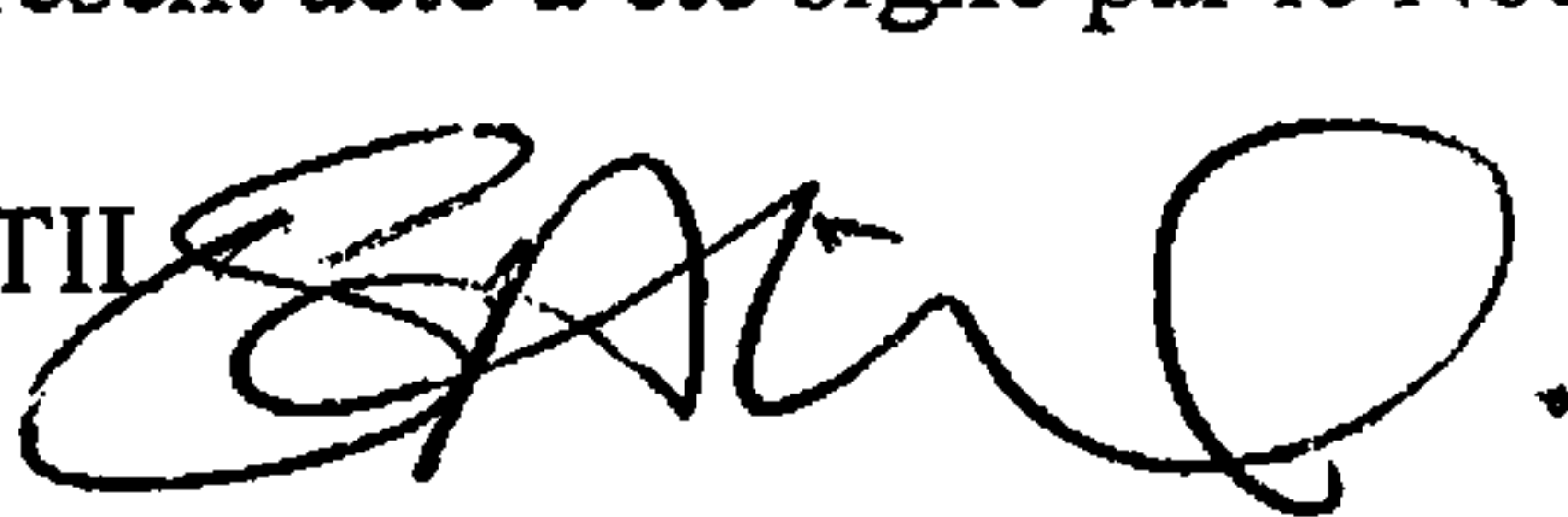
Paraphes

on

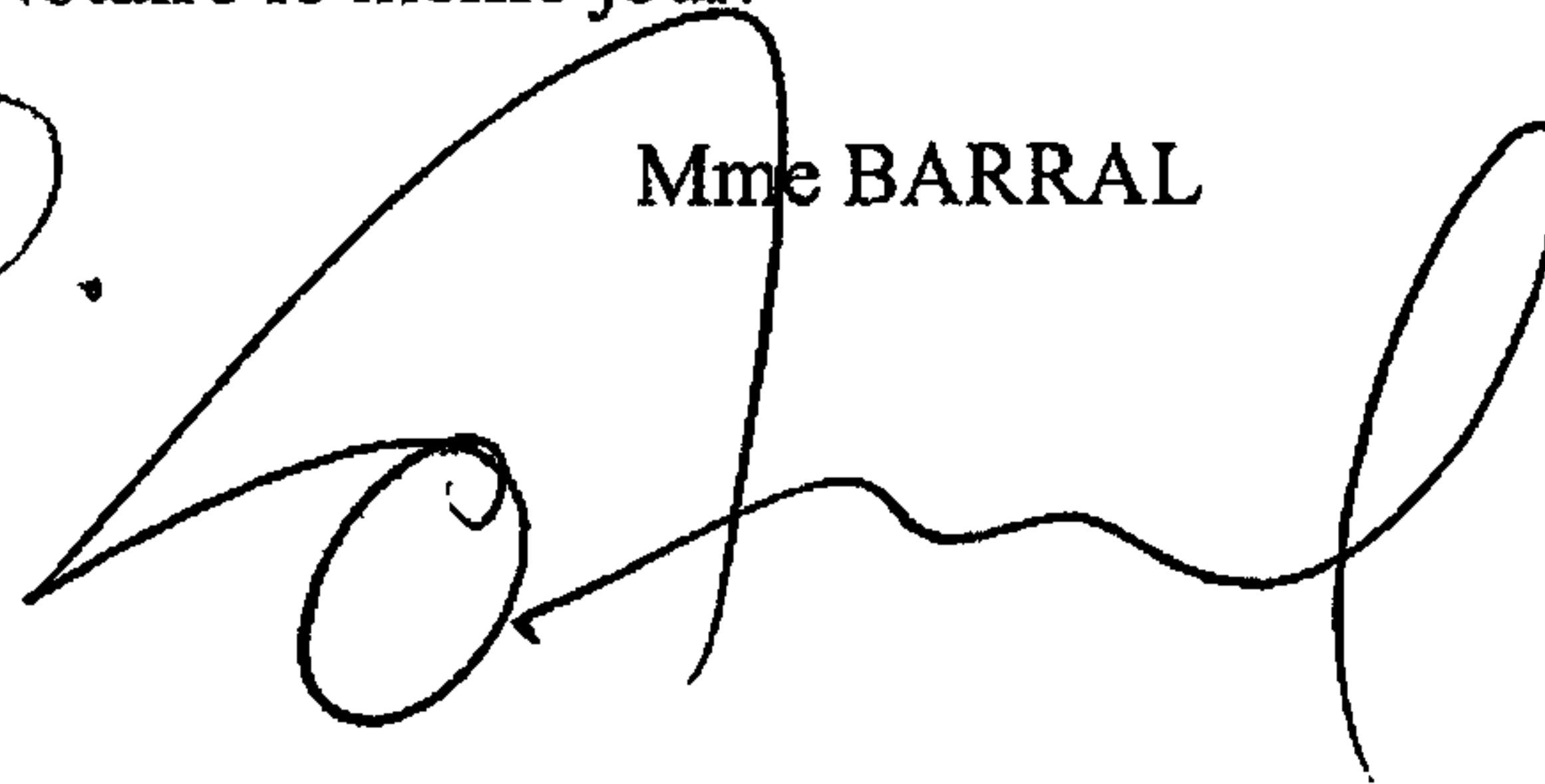
Après lecture faite, les parties ont certifié exactes, chacune en ce qui la concerne, les déclarations contenues au présent acte, et les signatures ont été recueillies le jour, mois et an susdits par Madame Carole BARRAL, Notaire Assistant, à ce jour habilitée à cet effet et assermentée par actes déposés aux minutes de l'Office Notarial dénommé en tête des présentes, qui a lui-même signé avec elles.

Le présent acte a été signé par le Notaire le même jour.

M ATIL



Mme BARRAL



Me LONCHAMPT





REGISTRE DU COMMERCE DE GENÈVE

Extrait avec éventuelles radiations

EXTRAIT DU REGISTRE
No réf. 16855/2008
N° féd. CH-660-7877008-3

Scope Holding SA

inscrite le 22 décembre 2008 *annexe à un acte de M^e LONCHAMPT*
Société anonyme Notaire à Annecy, du 30 Juin 2009

Réf.	Raison Sociale	
1	Scope Holding SA	
Réf.	Siège	
1	Genève	
Réf.	Adresse	
1	rue du Rhône 13, 1204 Genève	
Réf.	Dates des Statuts	
1	15.12.2008	2 03.06.2009 (nouv. stat.)
Réf.	But, Observations	
1	<p>But: achat, vente, administration et gestion de participations, investissements et financements dans toutes sociétés et entreprises financières, commerciales et industrielles en Suisse et à l'étranger, le tout dans les limites de ce qui est autorisé par la LFAIE (cf. statuts pour but complet).</p>	
1	<p>1 Selon déclaration de l'administrateur du 15.12.2008, la société n'est pas soumise à un contrôle ordinaire et renonce à un contrôle restreint.</p>	
2	<p>But: achat et vente, administration et gestion de participations, investissements et financements dans toutes sociétés à l'étranger actives dans le domaine de: entreprise financière, commerciale, industrielle, maritime, négoce, le domaine de l'art, la technologie et le domaine immobilier.</p>	
Réf.	Organe de publication	
1	Communication aux actionnaires: lettre recommandée	
1	Feuille Officielle Suisse du Commerce	

Réf.	Capital actions		
Réf.	Nominal	Libéré	Actions
1	CHF 100'000	CHF 100'000	1'000 actions de CHF 100, nominatives, liées selon statuts

Réf.			Administration, organe de révision et personnes ayant qualité pour signer		
Inscr.	Mod.	Rad.	Nom et Prénoms, Origine, Domicile	Fonctions	Mode Signature
1			Atil Surendar, de Chavannes-le-Chêne, à Nyon	adm.	signature individuelle

Réf.	JOURNAL		PUBLICATION ROSC		Réf.	JOURNAL		PUBLICATION ROSC	
	Numéro	Date	Date	Page/Id		Numéro	Date	Date	Page/Id
1	16855	22.12.2008	30.12.2008	14/4805880	2	8437	10.06.2009		

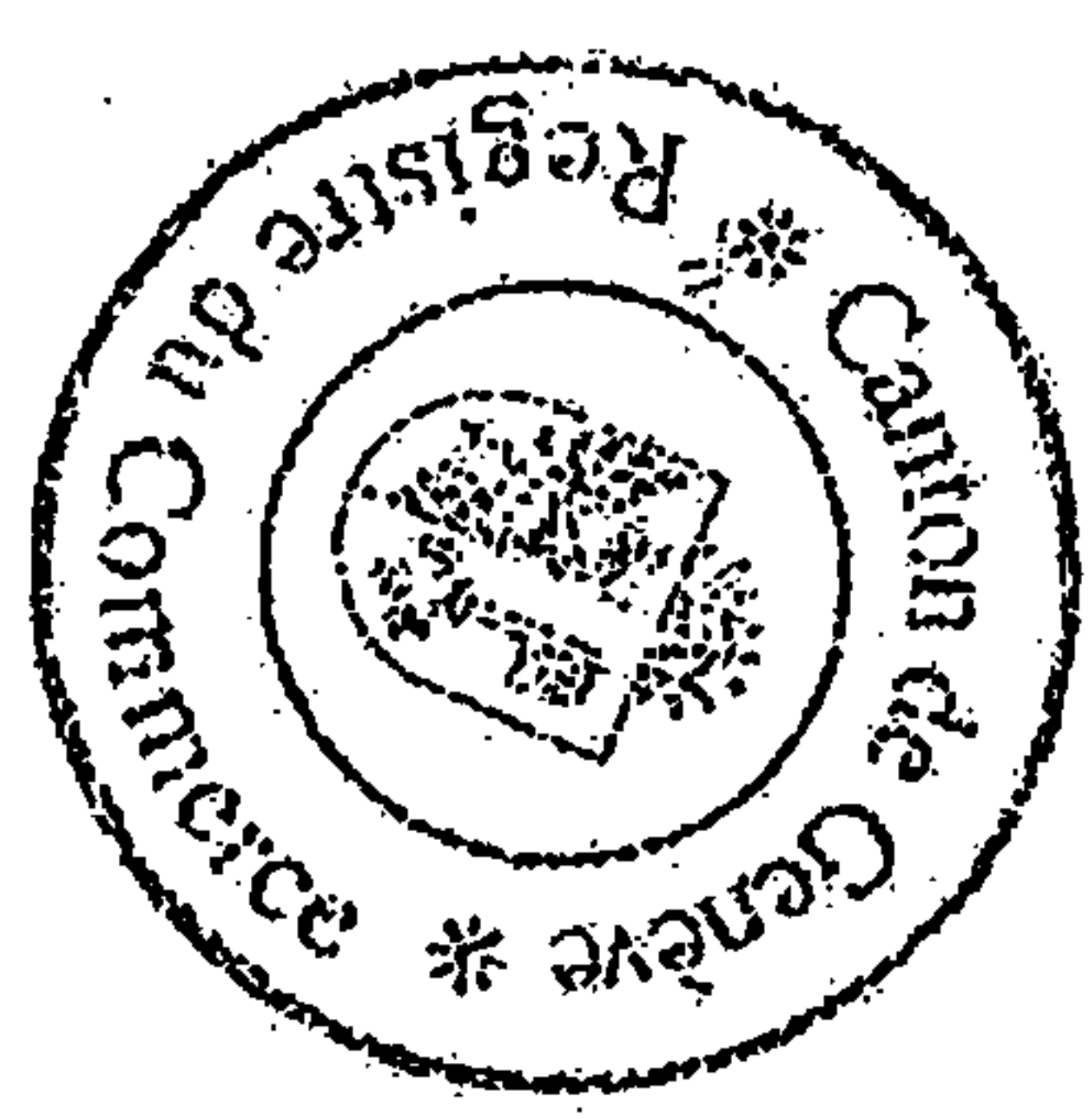
BAI

Inscription non encore publiée mais approuvée par l'office fédéral du

registre du commerce (art. 32 ORC)

Genève, le 11 juin 2009

Copia certifiée conforme
11 JUIN 2009
Le préposé par délégation



Fin de l'extrait

Seul un extrait certifié conforme, signé et muni du sceau du registre, a une valeur légale.



Acte constitutif de la société

Scope Holding SA

Annexé à un acte de M^e LONCHAMPT
Notaire à Annecy, du 30 Juin 2009.

L'AN DEUX MIL HUIT et le quinze décembre

Par devant Me Pierre NATURAL, notaire à Genève soussigné.-

A COMPARU :

Monsieur Surendar Singh ATIL, fils de Karan, directeur, marié, de nationalité suisse, originaire de Chavannes-le-Chêne (VD), né le 28 mai 1957 demeurant 1D, chemin du Crozet, 1260 Nyon (VD)

Agissant en son nom et pour son compte personnel ;

I.- Fondation d'une société anonyme.

Le fondateur a déclaré au notaire soussigné vouloir constituer une **SOCIETE ANONYME** conformément au Titre XXVI du Code des Obligations, société dont il est le seul fondateur et en arrêter les statuts tels qu'ils sont annexés à la minute des présentes pour en faire partie intégrante.

Cette société prend la dénomination de :

Scope Holding SA

II.- Souscription des actions.

Le fondateur a déclaré avoir pris lui-même, sans souscription publique, les mille (1'000) actions de cent francs (CHF 100.-) chacune, nominatives liées selon statuts, émises au pair, formant le capital de CENT MILLE FRANCS (CHF 100'000.), soit :

Actionnaires et souscription

1 et unique	Monsieur Surendar ATIL, MILLE ACTIONS, Ci	<u>1'000</u>
-------------	---	--------------

TOTAL : MILLE ACTIONS, ci 1'000

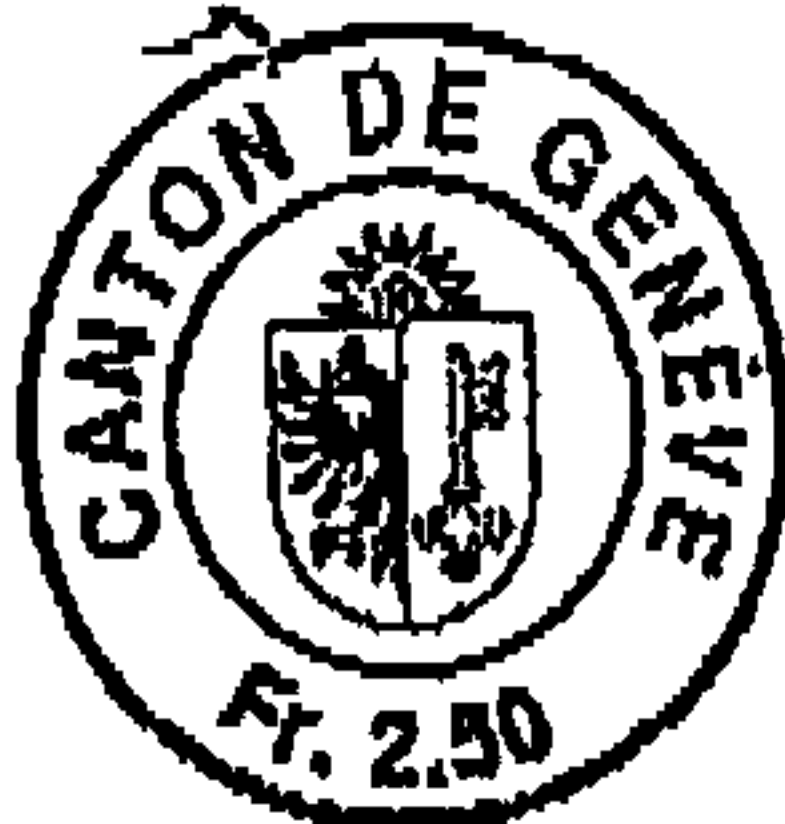
III.- Constatations concernant la souscription.

Le fondateur constate :

a) que la totalité des mille (1'000) actions de la société, d'une valeur de cent francs (CHF 100.-) chacune, ont été valablement souscrites ;

b) qu'il a pris l'engagement inconditionnel d'effectuer un apport en espèces correspondant au prix d'émission des actions ; et que les apports promis correspondent au prix total d'émission.

c) que les apports en espèces de CENT MILLE FRANCS (CHF 100'000.-) au total, correspondent au prix total d'émission.



IV.- Constatations concernant le versement des apports.

Le fondateur constate en outre :

a) qu'au moment de la fondation, un montant de CENT MILLE FRANCS (CHF 100'000.-) a été déposé au compte de la société présentement constituée et mis à sa libre et exclusive disposition auprès d'un établissement soumis à la loi fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques et caisses d'épargne, ainsi que cela résulte d'une déclaration dressée par l'UBS SA, à Genève, en date du 15 décembre 2008 qui demeurera ci-annexée.

b) que de ce fait les apports ont été versés en espèces conformément aux exigences légales et statutaires.

c) que la déclaration de l'établissement de consignation a été soumise aux fondateurs, ce qui est attesté par le notaire soussigné.

d) que la société présentement constituée ne reprend pas ni ne doit reprendre, au sens de l'art. 628, al. 2, C.O., des biens d'un actionnaire ou d'une personne qui lui est proche sous une forme quelconque.

V.- Désignation des organes

a) Concernant l'administration de la société :

Le fondateur désigne comme administrateur de la société, qui a accepté :

- Monsieur Surendar ATIL, de nationalité suisse, originaire de Chavannes-le-Chêne (VD), domicilié à Nyon (VD) 1D, chemin du Crozet.

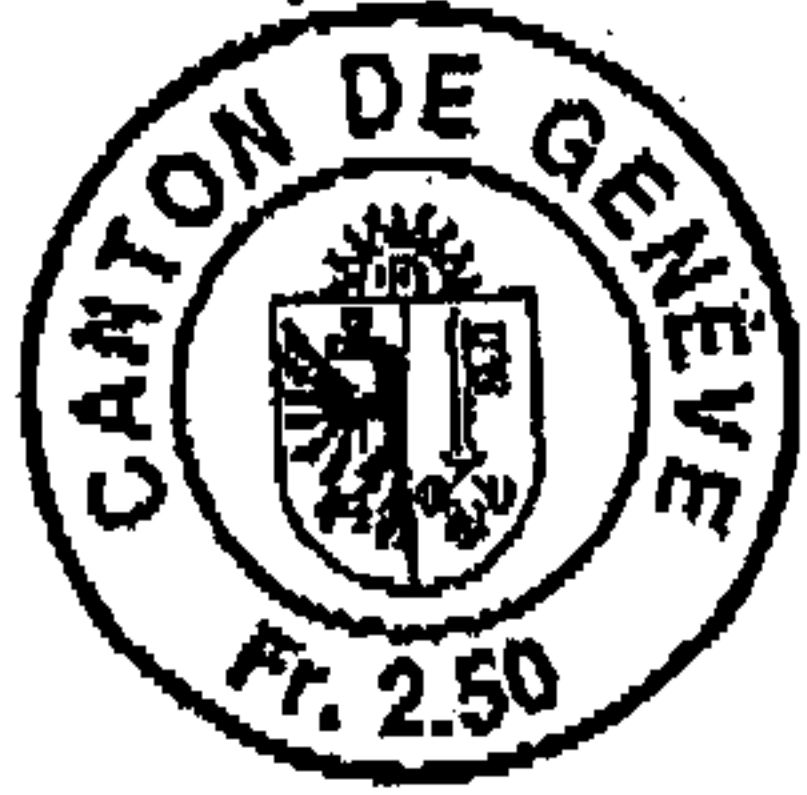
b) Concernant l'organe de révision :

Le notaire soussigné attire l'attention du fondateur sur les dispositions de l'article 727 du Code des Obligations qui stipulent dans son alinéa 2, une obligation pour la société de soumettre ses comptes annuels au contrôle ordinaire d'un organe de révision si la société, au cours de deux exercices successifs, dépassent deux des valeurs suivantes :

- a- total du bilan : 10 millions de francs,
- b- chiffre d'affaires : 20 millions de francs,
- c- effectif : 50 emplois à plein temps en moyenne annuelle ;

Lorsque les conditions d'un contrôle ordinaire ne sont pas remplies, la société soumet ses comptes annuels au contrôle restreint d'un organe de révision (art. 727a, al. 1, CO).

Toutefois, moyennant le consentement de l'ensemble des actionnaires, la société peut renoncer au contrôle restreint lorsque son effectif ne dépasse pas dix emplois à plein temps en moyenne annuelle.



Ceci ayant été précisé, le fondateur/souscripteur déclarent expressément au notaire soussigné

- que la société ne remplira pas, selon toute vraisemblance et d'ici à la clôture du premier exercice social, les conditions pour être soumise à un contrôle ordinaire ;

- son effectif ne dépassera pas, selon toute vraisemblance et d'ici au premier exercice social, dix emplois à plein temps en moyenne annuelle ;

- renoncer à un contrôle restreint et donc à une révision conformément aux articles 44 ORC.

Observation étant par ailleurs ici faite que demeurera également ci-annexé, une déclaration de renonciation au contrôle restreint des comptes annuels (Opting-out) à la constitution d'une nouvelle société (art. 62, al. 3, ORC).

VI.- Déclarations.

Le notaire certifie que le fondateur lui a formellement déclaré qu'il n'y a pas reprise de biens en nature, mobiliers ou immobiliers. Le fondateur a en outre été rendu attentif aux dispositions relatives aux reprises de biens (art. 628 CO) et à celles concernant l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger.

Le notaire atteste que les textes des déclarations I (attestation générale de non reprise) et II (attestation de non reprise au regard de la LFAIE) lui ont été soumis ainsi qu'à la fondatrice qui les a approuvés.

VII.- Pièces justificatives

Enfin, le notaire soussigné certifie que les pièces justificatives suivantes ont été soumises au fondateur, qui les a approuvées et qui demeureront annexées au présent acte :

- les statuts de la société,
- l'attestation de consignation bancaire,
- la déclaration de renonciation au contrôle restreint des comptes annuels (Opting-out)
- la déclaration I (attestation générale de non reprise)
- la déclaration II (attestation de non reprise au regard de la Lex Friedrich)

Maître Pierre NATURAL, notaire soussigné atteste que lesdites pièces justificatives lui ont bien aussi été soumises (art. 44, let h ORC).

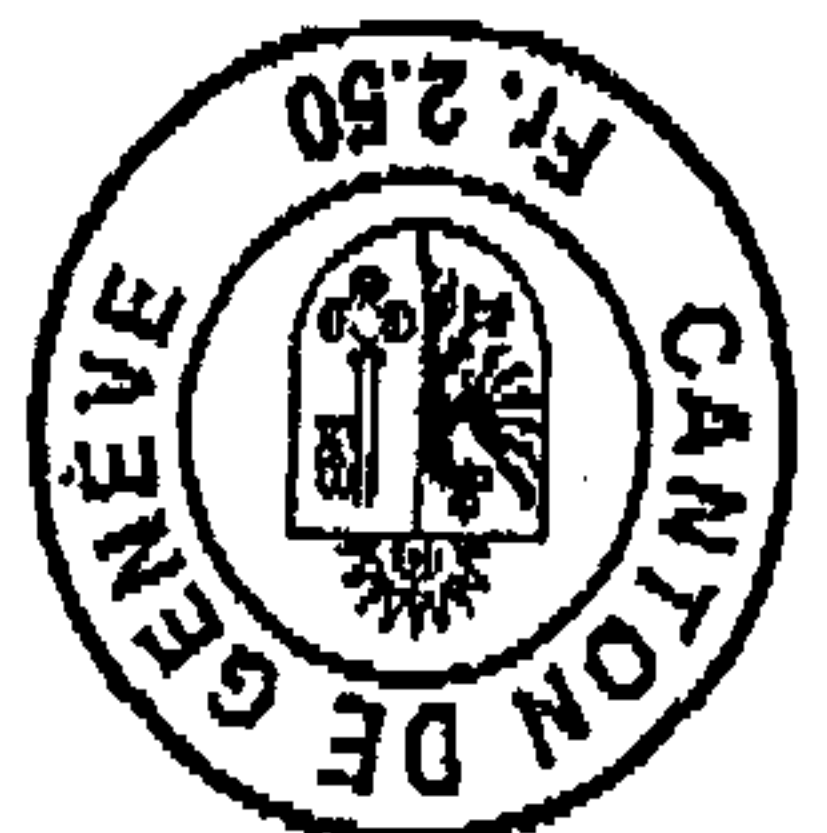
[Handwritten signatures]

Et lecture faite, le comparant a signé avec le notaire la présente
minuie.
Fait et passé à Genève, en l'étude de Me Pierre NATURAL, notaire,
place du Molard 9.

DONT ACTE

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent acte constitutif.-
Les frais du présent acte, ceux de son inscription au Registre du
Commerce et tous ceux qui en découlent sont à la charge de la société.
Le notaire soussigné attire l'attention des comparants sur le fait que
plusieurs maisons d'édition privées font des offres d'inscription dans de
prétendus registres du commerce. Or la seule inscription prévue par la loi
est celle opérée par les soins du notaire soussigné dans le registre du
commerce officiel. En conséquence, aucun « frais d'enregistrement » n'est
à payer aux maisons d'éditions précitées.

VIII - Divers



Annexé à un acte de M^e LONCHAMPT
Notaire à Annecy, du 30 Juin 2003 .

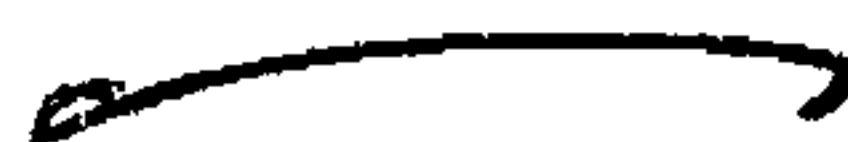
« IX PAUL BERT »
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 1.500,00 Euros
Siège social : ANNECY LE VIEUX (74940), 6, Avenue du Pré Félin

ETAT DES ACTES ACCOMPLIS AU NOM DE LA SOCIETE EN
FORMATION PREALABLEMENT A LA SIGNATURE DES STATUTS

- Signature pour le compte de la société en formation du compromis contenant acquisition du bien immobilier sis à PARIS (11^{ème} arrondissement), 9, rue Paul Bert.

Conformément à la loi, le présent état a été porté à la connaissance de l'associé fondateur préalablement à la signature des statuts auxquels il est annexé.







Copie Authentique sur 26 pages
Contenant :

- néant renvoi approuvé
- néant barre tirée dans des blancs
- néant ligne entière rayée
- néant chiffre rayé nul
- néant mot nul

POUR COPIE AUTHENTIQUE

Collationnée et certifiée
conforme à la minute

